



RCS : PAU

Code greffe : 6403

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00134

Numéro SIREN : 488 741 547

Nom ou dénomination : 6B ARCHITECTURE

Ce dépôt a été enregistré le 11/10/2012 sous le numéro de dépôt 3903

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE PAU

B.P. 90338 - 64000 PAU
Serveur vocal : 0 899 70 22 22
Internet : www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

SUD OUEST COMPTABILITE AUDIT

22 avenue Benjamin Gomez
ZA Saint-Frédéric
64100 Bayonne

V/REF :

N/REF : 2006 B 134 / 2012-A-3903

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE PAU certifie qu'il a reçu le 27/09/2012,

Décision(s) de l'associé unique en date du 26/07/2012

- Augmentation du capital social
- Transfert du siège social - du 62 route de la Chapelle de Rousse, 64110 Laroin au 6 place de la Hourquie, 64230 Lescar

Statuts mis à jour en date du 26/07/2012

Concernant la société

6B ARCHITECTURE
Société à responsabilité limitée
6 place de la Hourquie
64230 Lescar

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2012-A-3903 le 11/10/2012

R.C.S. PAU 488 741 547 (2006 B 134)

Fait à PAU le 11/10/2012,

LE GREFFIER



**6 BArchitecture
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 500 euros
Siège social : 62 Route de la Chapelle Rousse
64110 LAROIN
488741547 RCS PAU**

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 26 JUILLET 2012**

L'an deux mil douze,
Le vingt six juillet,
A dix heures,

Au siège social à LAROIN,

Monsieur Grégory POLES,
Demeurant 6 Place de la Hourquie 64230 LESCAR

Propriétaire de la totalité des 100 parts sociales de 15 euros composant le capital social de la société 6 BArchitecture,

Associé unique de ladite Société,

A pris les décisions suivantes :

- Modification du Siège Social de la Société
- Modification de l'adresse personnelle de la Gérance
- Augmentation du capital social d'une somme de 5 000 euros par l'émission de 225 parts sociales nouvelles de 20 euros chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de modifier le Siège Social de la Société, actuellement sis 62 route de la Chapelle de Rousse, 64110 LAROIN, lequel est transféré, à compter de ce jour, au 6 Place de la Hourquie, 64230 LESCAR.

L'article 4 des statuts est mis à jour.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique fait part de son changement d'adresse personnelle, anciennement sise 62 Route de la Chapelle de Rousse, 64110 LAROIN, à compter de la présente fixée au 6 Place de la Hourquie, 64230 LESCAR.

TROISIEME DECISION

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance à compter de ce jour. Elles seront alors complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique constate en outre :

- que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée.

CINQUIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'associé unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

Suivant décision de l'associé unique en date de ce jour, le capital social a été augmenté d'une somme de 5 000 euros, par incorporation des réserves, pour être porté à 6 500 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SIX MILLE CINQ CENT EUROS euros (6 500 euros).

Il est divisé en 325 parts sociales de 20 euros chacune, entièrement libérées, réparties comme suit :

Monsieur Grégory POLES,	325 parts
-------------------------	-----------

C'est ainsi que le capital sera porté à 6.500 € et la valeur de la part portée à 20 € (6.500 € n'étant pas divisible par 15 €, ancienne valeur de la part de la société).

Le nombre de parts de la société est donc porté à 325 parts de 20 € chacune.

Ainsi, les 100 parts existantes de 15 € chacune sont subséquentement portées à 20 € la part et 225 parts de même valeur (20 € la part) sont créées, portant les numéros 101 à 325.

SIXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

La Gérance



Enregistré à : **SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES PAU- SUD**

Le 02/08/2012 Bordereau n°2012/1 248 Case n°2

Ext 5621

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

Le Contrôleur des finances publiques



Ghislaine PARDEILHAN
Contrôleur
des Finances Publiques

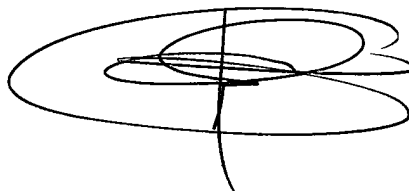
6B Architecture
Société à responsabilité limitée
au capital de 6 500 euros
Siège social : 6 Place de la Hourquie
64230 LESCAR
488741547 RCS PAU

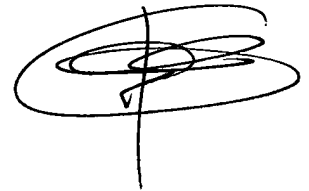
STATUTS

Modifiés par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26/07/2012 :

- Augmentation du Capital
- Transfert du Siège Social
- Changement de l'adresse principale de la Gérance

Certifié conforme,
Le Gérant

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'B' with a vertical line extending downwards from its center.



Le soussigné POLES Grégory
Né le 26 février 1975 à Fleurance
De nationalité Française
Marié

Domicilié 6 Place de la Hourquie 64230 LESCAR
Architecte D.P.L.G.

N° individuel inscription ordre régional : AQU01110

ordre national : 071371

N° EURL inscription ordre régional : AQUS01111

ordre national : S10755

A établi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé de constituer en qualité d'associé unique conformément aux dispositions de la loi n°85-697 du 11 juillet 1985 relative à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Article 1er – Forme

Il est formé une société à responsabilité limitée d'architecture qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi n°66-357 du 24 juillet 1966 et la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Objets

La société a pour objet l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, et en particulier de la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace.

A cette fin, la Société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet, ou susceptible d'en favoriser le développement.

Article 3 – Dénomination

La société prend la dénomination de : **6b Architecture**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée d'architecture » ou des initiales « EURL. d'architecture », de l'énonciation du capital social, du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et du numéro d'inscription au tableau Régional de l'Ordre des architectes.

Article 4 – Dénomination

Le siège social est fixé **6 Place de la Hourquie 64230 LESCAR**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance qui dans ce cas est autorisée à modifier les statuts en conséquence, et partout ailleurs par décision collective des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 – Apports

Le soussigné, apporte à la société, en espèces, une somme de **6 500 euros**, laquelle somme a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle sera retirée par le gérant de la société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 – Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de **6 500 euros**.

Il est divisé, en **325 parts de 20 euros** chacune, numérotées de **1 à 325** attribuées à M POLES. Conformément à la loi, le soussigné déclare expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité et entièrement libérées.

Article 8 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision collective extraordinaire des associés suivant les modalités prévues par la loi. Toutefois, le capital social ne pourra être réduit au dessous du minimum fixé par la loi. En outre, si la société comprend plus d'un associé, aucun associé ne peut détenir plus de la moitié du capital et plus de la moitié du capital doit être détenue par des architectes.

Article 9 – Parts sociales

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif en fonction du nombre de parts existantes. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Elle entraîne pour les architectes associés qui veulent exercer selon un autre mode l'obligation d'obtenir l'accord exprès de leurs co-associés. Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Article 10 – Cession de parts

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ou par dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle ne sera opposable aux tiers qu'après publication au Registre du Commerce et de Sociétés. Les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Les cessions entre conjoints, ascendants, descendants et les cessions au profit des héritiers doivent être agréées. Le consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

Article 11 – Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective des associés. Le ou les gérants sont révocables dans les conditions prévues par les lois en vigueur. Le gérant ou la moitié des gérants au moins, doivent être architectes.

Le ou les gérants, agissant ensemble ou séparément, jouissent vis à vis des tiers des

pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, conférer toutes délégations de pouvoir, spéciales ou temporaires.

Le ou les gérants sont responsables, envers la société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et des lois subséquentes, des violations des présents statuts ainsi que des fautes commises dans leur gestion.

Article 12 – Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux.

Article 13 – Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Article 14 – Décisions collectives extraordinaires

Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social. S'il s'agit de statuer sur l'agrément de nouveaux associés, le consentement doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 15 – Associé unique

Les dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts ne sont pas applicables lorsque la société ne comprend qu'un seul associé.

Dans ce cas, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le Gérant.

L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des Commissaires aux Comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions prises au lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre.

Les décisions prises en violation des dispositions du présent article peuvent être annulées à la demande de tout intéressé.

Article 16 – Comptes sociaux

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conforme à la loi et aux usages.

A la clôture de l'exercice, la gérance dresse notamment un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

La gérance établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 17 – Affectation et répartition du bénéfice

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous les amortissements et provisions, constituent le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué des pertes antérieures, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital.

Le solde augmenté le cas échéant du report bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur des réserves autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Article 18 – Dissolution

Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés, afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par décision collective extraordinaire des associés. Dans le cas où, du fait des pertes constatées dans des documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts sociales, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Article 19 – Liquidation

En cas de liquidation, pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction, ou par un liquidateur nommé par décision ordinaire des associés.

Article 20 – Exercice de la profession – Responsabilité – Assurance – Discipline - Communications au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

Exercice de la profession d'architecte

Chaque architecte associé exerce sa profession au nom et pour le compte de la société. Il ne peut exercer selon un autre mode que dans la mesure où il a obtenu l'accord exprès de ses co-associés.

Il doit faire connaître à ses clients la qualité en laquelle il intervient.

Les architectes associés doivent s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société.

Responsabilité – Assurance

La société est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte.

Elle doit souscrire une assurance garantissant les conséquences de ceux-ci.

Discipline

Les dispositions légales et réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales.

La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes, sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure ou plusieurs d'entre eux.

L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecture pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé, avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux.

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le président du Conseil régional de l'Ordre des Architectes au tableau duquel la société est inscrite.

Communications au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

La société doit être inscrite au tableau régional de la circonscription dans laquelle se situe son siège régional.

Le ou les gérants sont tenus, sous leur responsabilité, de communiquer au Conseil Régional au tableau duquel la société est inscrite, les statuts de la société et la liste des associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts ou à cette liste.

Le Conseil Régional vérifie si la société demeure en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et en particulier avec celles de l'article 13 de la loi du 13 janvier 1977. Selon les cas, il procède à la modification correspondante de l'inscription ou à la radiation de la société si, à l'expiration du délai qu'il impartit, aucune régularisation n'est intervenue.

Article 21 – Contestations

Toutes les contestations pouvant s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

Tout associé doit, en conséquence, faire élection de domicile dans le ressort judiciaire du siège social et toutes assignations ou significations lui seront valablement délivrées à ce

domicile élu. A défaut d'élection de domicile, toutes notifications sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République du siège social.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation. A cet effet, la partie la plus diligente saisit du litige le Président du Conseil Régional de l'Ordre qui peut, soit procéder lui-même à la tentative de conciliation, soit en confier le soin à tel membre du Conseil qu'il aura désigné.

Article 22 – Reprise d'engagements antérieurs à la date de signature des statuts – Autorisation d'engagements postérieurs à cette date

Est demeuré annexé aux présents statuts, un état des actes accomplis par le soussigné pour le compte de la société en formation, comportant l'indication pour chacun d'eux des engagements qui en résultent pour la société.

Le soussigné est en outre autorisé à prendre tous nouveaux engagements pour le compte de la société jusqu'à la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La signature des présentes emportera reprise de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la Société lorsque l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

Article 23 – Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés - Publicité

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Article 24 – Déclaration sur les apports de biens communs

Sans objet

Article 25 – Nomination du premier gérant

Le premier gérant de la société est Grégory POLES, architecte soussigné.

Fait en 8 originaux, dont :

- quatre pour être enregistrés au Centre des Impôts,
- un pour le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes,
- deux pour le Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pau,
- un pour rester déposé au Siège Social.

A Laroin, le 09 Janvier 2006